Le Cercle de silence de Toulouse aura lieu le mardi 30 septembre 2025 de 18h30 à 19h30 sur la place du Capitole.

Venez nombreux et invitez vos amis à nous rejoindre !

Notre rassemblement dure une heure mais vous pouvez manifester votre soutien par une participation beaucoup plus brève : même réduite à quelques minutes, votre participation nous est précieuse ! Nous vous précisons que notre rassemblement est bien déclaré à la préfecture, respectant ainsi les règles régissant les manifestations sur la voie publique, et aussi à la mairie de Toulouse.

Des nouvelles du CRA de Cornebarrieu en date du 26 septembre 2025 obtenues grâce à la CIMADE

Le CRA est toujours plein. Les Algériens sont régulièrement prolongés jusqu'à trois mois. Ils sont alors libérés et, éventuellement, repris pour un nouveau cycle...

Mardi 24/09, monsieur X, Géorgien de 57 ans, lourdement handicapé par suite d'un grave accident, est libéré par le Juge des libertés et de la détention (en abrégé JLD). Résident en Ariège, marié et père de famille, monsieur X a été arrêté par la préfecture de l'Ariège et transféré au CRA de Cornebarrieu. Il y a été retenu durant quatre jours alors qu'il a totalement besoin de l'aide de son épouse, qu'il doit recevoir des antalgiques puissants et que le CRA ne dispose d'aucune structure adaptée pour les personnes handicapées. Le médecin de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) ne l'a pas examiné avant son incarcération.... C'est de la maltraitance caractérisée : traitement inhumain et dégradant !

L'OFII remplace ses cours de français par une plateforme numérique, les associations dénoncent "une dégradation du service public"

La plupart des formations de français dispensées aux étrangers par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) vont être remplacées par une plateforme numérique. Seuls les exilés qui ne parlent ni n'écrivent le français auront toujours des cours en présentiel. Un changement qui inquiète les acteurs de terrain.

Plus d'information sur le site InfoMigrants <https://www.infomigrants.net/fr/post/65492/lofi-replace-ses-cours-de-francais-par-une-plateforme-numerique-les-associations-denoncent-une-degradation-du-service-public>

Dans le Canard Enchaîné du 3 septembre 2025, " Une expulsion vers un pays imaginaire"

Monsieur Ibrahim J. soumis à un OQTF, devrait être renvoyé vers le Somaliland. Il s'agit de l'ex-Somalie britannique sécessionniste, un pays qui n'est pas reconnu par la France ni par la communauté internationale. Pas d'ambassade, et pas non plus de service consulaire... En août 2025, Monsieur Ibrahim J. a été placé en centre de rétention. Espérons qu'il sera libéré rapidement si ce n'est pas déjà fait.

Communiqué de presse de l'Anafé : enfermement et tentative de renvoi de ressortissantes et ressortissants palestiniens

L'Anafé est une association fondée pour la « Défense des droits des personnes étrangères aux frontières ».

Voir <https://anafe.org/nous-connaitre/qui-sommes-nous/>

Alors que la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations unies vient de conclure qu'Israël commet un génocide à l'égard des Palestiniens de Gaza, en France, la police aux frontières a refusé, cette semaine, l'entrée à plusieurs ressortissantes et ressortissants palestiniens. Elle les a maintenus enfermés dans la zone d'attente de Roissy, en tentant d'en refouler certains - un refoulement est d'ailleurs en cours.

Une mère gazaouie et sa fille de 11 ans, de nationalité palestinienne, sont arrivées en provenance directe d'Amman à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle le 10 septembre 2025 et ont été enfermées en zone d'attente après s'être vues notifier un refus d'entrée sur le territoire français. Elles ont fait l'objet d'une prolongation de leur maintien par le juge des libertés et de la détention le 14 septembre. Elles souhaitent se rendre en Belgique pour rejoindre leur famille qui y est protégée. Après 4 tentatives de renvoi vers Amman, la mère et sa fille ont été placées en garde à vue le 18 septembre 2025. Elles risquent d'être poursuivies pour avoir refusé d'embarquer et pourraient être condamnées à une peine de prison.

Le 19 septembre 2025, l'Anafe a été alertée de la situation de deux autres ressortissants palestiniens actuellement enfermés dans la zone d'attente de Roissy. En provenance de La Havane, ils ont fait l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire français le 17 septembre. Ils risquent un renvoi à tout moment vers leur pays de provenance ou un pays où ils sont légalement admissibles, avec ensuite des refoulements en cascade vers leur pays d'origine. L'un d'eux souhaite rejoindre sa famille protégée dans un autre pays de l'Union européenne. L'autre est en cours de renvoi, ce qui l'exposerait à un risque de mort, ou de torture et de traitements inhumains et dégradants.

Plutôt que de laisser ces personnes victimes de génocide rejoindre leur famille ou de les protéger, la France les enferme et tente de les renvoyer, et pour certaines de les mettre en garde à vue avec un risque de poursuites pénales. Ces pratiques ne font qu'aggraver leur détresse physique, morale et psychologique.

La France doit cesser de porter atteinte au respect de la dignité de ces personnes et à leur besoin de protection internationale.

<https://anafe.org/enfermement-en-zone-dattente-et-tentative-de-renvoi-de-ressortissantes-et-ressortissants-palestiniens/>

Nous espérons que votre santé est bonne, que vous prenez bien soin de vous et de vos proches.

Le Comité de Pilotage du Cercle de silence de Toulouse